

Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim : est-ce encore possible ?

Constitution d'un plan de sauvetage pour remettre les OMD sur le droit chemin



Les femmes se lavent les mains dans un canal d'irrigation qui dessert les terres de la coopérative des femmes de Djoudé, en Mauritanie. © Tomás Abella/Intermón Oxfam

Alors que le temps presse, les crises mondiales entravent désespérément la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le seul moyen d'éviter la déroute passe par un plan de sauvetage de tous les OMD incluant toutes les mesures nécessaires, tant au niveau politique que financier. Il est encore possible de réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim si les pays en développement élaborent eux-mêmes les bonnes politiques et consentent à des investissements adéquats, si les pays donateurs augmentent considérablement leur aide dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la protection sociale par le biais de plans régionaux et nationaux et si les principaux défis en matière de sécurité alimentaire sont relevés collectivement.

Résumé

Dix ans après l'approbation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) par les dirigeants du monde entier, l'engagement le plus fort jamais pris pour créer un « avenir plus paisible, plus prospère et plus juste », les progrès sont lents et de nombreuses réalisations difficilement obtenues ont été mises à mal par les différentes crises mondiales : les crises économiques et celles des prix des denrées alimentaires et du pétrole. Sans l'élaboration d'un plan de sauvetage d'urgence pour stimuler la réalisation de tous les OMD, nous nous trouverons probablement confrontés au plus grand échec collectif de notre histoire.

Avec les objectifs sur la santé maternelle, l'eau et l'assainissement, l'OMD n° 1 (réduire l'extrême pauvreté et la faim) est l'un des OMD les moins susceptibles d'aboutir. Les retards considérables pris sur ces objectifs mettent en péril l'ensemble des OMD. Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim appelle une action d'urgence et doit devenir l'une des priorités lors du sommet sur les OMD qui aura lieu en septembre 2010.

En 2009, le nombre de personnes souffrant chaque jour de la faim a atteint plus d'un milliard, le maximum jamais enregistré - la plupart d'entre elles sont des femmes et des enfants - dans un monde où nous avons les moyens de produire suffisamment de nourriture pour tous. Plusieurs décennies de sous-investissement dans l'agriculture et des politiques commerciales peu judicieuses ont miné la capacité de production des petits exploitants et ont rendu les populations pauvres des pays en développement extrêmement vulnérables à l'insécurité alimentaire.

L'augmentation des prix alimentaires en Août 2010, en partie due aux restrictions sur les exportations de la Fédération Russe, souligne la fragilité d'un système alimentaire mondial soumis à des cours très volatiles. Nous ne sommes pourtant pas à l'abri d'une nouvelle crise des prix des denrées alimentaires, car les causes structurelles d'une telle crise sont toujours latentes : coup de fouet sur les biocarburants, spéculation sur les marchandises, demande croissante des pays émergents en termes d'énergie et de viande et productivité agricole stagnante, notamment en Afrique sub-saharienne. Dans de nombreux États, l'insécurité politique compromet le développement et aggrave l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, le changement climatique met rapidement les personnes les plus pauvres du monde (qui sont aussi les moins responsables du changement climatique, et les moins bien armées pour le combattre) dans une situation dans laquelle elles peuvent à peine subsister.

De par le monde, des millions de familles ne peuvent ni acheter, ni produire suffisamment de nourriture, et la plupart d'entre elles ne bénéficient d'aucune aide ou protection de la part de leur gouvernement. Une crise des prix des denrées alimentaires de plus

longue durée menace de survenir, qui aurait des conséquences désastreuses sur la stabilité dans le monde. Chaque jour d'inaction nous rapproche d'un échec et représente un coût très élevé en termes de souffrance et de vies humaines.

Si les promesses pouvaient nourrir, personne sur Terre ne souffrirait de la faim. Les leaders politiques préfèrent de loin annoncer des engagements plutôt que les traduire en actions concrètes, et encore moins être tenus responsables du respect de leurs promesses. Les sommets et les déclarations se sont multipliés en 2008, en réponse à la crise des prix des denrées alimentaires. Mais au-delà de la rhétorique de la lutte contre la faim et malgré la mise à disposition de ressources supplémentaires, les actions menées restent largement en dessous de ce qui est nécessaire, à savoir une réponse globale à la fois cohérente et coordonnée.

Non seulement l'aide octroyée est insuffisante, mais la qualité et l'efficacité de l'aide laissent également à désirer. Les Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable¹ (destinés à garantir un leadership, une coordination et un financement prévisible sur le plan national) sont loin d'être mis en œuvre sur le terrain et les agences d'aide rechignent toujours à abandonner leur approche par projet.

Il est encore possible de réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim. Certains pays ont réalisé d'énormes progrès dans la lutte contre la faim en associant des politiques efficaces à un investissement adapté. Par exemple, le Malawi ne dépend plus de l'aide alimentaire et exporte même des denrées suite à un accès facilité à des semences et à des engrais subventionnés pour les petits producteurs. Le Brésil a fait de la lutte contre la faim une politique d'État, alliant des programmes de protection sociale à un soutien de l'agriculture familiale.

Les pays en développement doivent mener un effort mondial revitalisé pour réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim en adoptant les politiques et programmes adéquats et en augmentant leur propre investissement public dans les secteurs clés, notamment l'agriculture. Les États ont une obligation légale de garantir à leurs citoyens un accès à la nourriture et à des moyens de subsistance durables. Mais ils ne peuvent y parvenir seuls.

Sur la base de données fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Oxfam estime qu'une augmentation annuelle de 75 milliards de dollars est requise pour investir dans l'agriculture et le développement rural, la sécurité alimentaire, la protection sociale, les programmes nutritionnels et l'aide alimentaire, ce afin d'atteindre la cible de l'OMD sur la faim. Les bailleurs de fonds doivent fournir la moitié de cette somme sous la forme d'APD, les pays en développement tirant l'autre moitié de leurs budgets nationaux. Cette approche doit intégrer un plan de sauvetage mondial englobant tous les OMD.

Pour réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim d'ici 2015, Oxfam invite tous les États du Nord et du Sud, ainsi que

les agences internationales, à suivre les recommandations suivantes :

- Coordonner l'action d'après une double approche :
 - à court terme, fournir une aide aux personnes souffrant de la faim par le biais de programmes nutritionnels, d'une aide alimentaire et de mesures de protection ;
 - à long terme, renforcer la résilience et la capacité des personnes à produire, améliorer les mécanismes du marché et établir des programmes de protection sociale ;
- Soutenir le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé en tant que forum principal pour l'orientation en matière de politiques générales et la coordination d'actions globales pour s'attaquer à la problématique de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire et aux causes fondamentales de la faim et de la malnutrition ;
- Établir des mécanismes de coordination et de redevabilité pour le financement mondial, guidés par le CSA ;
- Reconnaître et renforcer le rôle fondamental des femmes dans la sécurité alimentaire et la nutrition ;
- Réglementer le marché des denrées alimentaires afin de réduire la spéculation et la volatilité des prix ;
- Donner la priorité à des actions basées sur des structures existantes, pour éviter la création de nouveaux mécanismes qui morcellent les efforts déployés pour lutter contre la faim.

Les États des pays développés ont un rôle clé à jouer et doivent :

- Augmenter chaque année d'au moins 37,5 milliards de dollars l'aide publique au développement (APD) dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, de l'aide alimentaire, de la nutrition et de la protection sociale, sans détourner de ressources d'autres secteurs essentiels pour atteindre les autres OMD ;
- Respecter les priorités régionales et nationales, améliorer la coordination et soutenir le renforcement des capacités pour garantir une mise à disposition efficace de l'aide acheminée autant que possible via une politique de soutien budgétaire ;
- Contribuer individuellement à cet effort collectif d'après la capacité financière de chaque pays ;
- Débloquer dès maintenant des fonds supplémentaires pour accélérer la réalisation de l'OMD n° 1 et des autres OMD à la peine par le biais de sources innovantes de financement, telles qu'une taxe sur les transactions financières internationales. Pour l'OMD n° 1, créer également un financement via le retrait progressif des subventions agricoles faussant le marché dans les pays riches et via la suppression des subventions et des exonérations de taxes sur les biocarburants ;
- Promouvoir la cohérence en réformant les politiques générales en matière d'agriculture, de commerce, d'énergie et d'investissement, ce à l'échelle nationale et internationale ;

- Rendre immédiatement disponibles les fonds requis pour s'adapter au changement climatique dans les pays en développement, au-delà des engagements existants en termes d'APD.

Enfin, Oxfam invite les États des pays en développement à suivre les recommandations suivantes :

- Augmenter les dépenses publiques pour l'agriculture et le développement rural, la sécurité alimentaire, la protection sociale et la nutrition à destination des femmes, des petits producteurs et des populations les plus vulnérables ;
- Développer (ou améliorer) les plans d'action régionaux et nationaux décrivant (1) les actions spécifiques pour lutter contre la faim et la malnutrition, (2) le mode de financement de ces actions grâce à des ressources nationales et (3) l'aide technique et financière requise au niveau international ;
- Inclure pleinement la voix et la participation des acteurs de la société civile, notamment les femmes, les petits producteurs, les ouvriers agricoles et les groupes les plus pauvres, dans le processus décisionnel ;
- Adopter des politiques sur les denrées alimentaires et l'agriculture, la protection sociale, le commerce et l'investissement qui respectent l'accès pour tous à la nourriture et correspondent aux objectifs de réduction de la proportion de la population qui souffre de la faim.

Le temps presse. Le prochain sommet d'examen des Nations Unies sur les OMD est une occasion que nous ne pouvons pas nous permettre de manquer. Il est temps de prendre une série de mesures audacieuses et concrètes pour réduire la proportion de la population qui souffre de la faim et accélérer la réalisation de tous les OMD.

Note

- ¹ Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable, déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, 16–18 novembre 2009, Rome, FAO, http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/Summit/Docs/Final_Declaration/K6050F_Rev10_WSFS_OEWG_FINAL_17_11.pdf (dernier accès : juillet 2010).

© Oxfam International, juillet 2010

Ce document d'information a été rédigé par Arantxa Guereña, avec les contributions de Luca Chinotti, Sonia Goicoechea, Jean-Denis Crola et Eric Hazard. L'auteur tient également à remercier Javier Perez, Chris Leather, Rob Bailey, Thierry Kesteloot, Teresa Cavero, José Antonio Hernández, Raquel Gomes, Madelon Meijer, Duncan Green, Emma Seery, Nathalie Beghin, Colin Roche et Saya Saulière, qui ont fourni des commentaires précieux pendant la préparation du document. Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.



Oxfam

www.oxfam.org

Oxfam est une confédération International de 14 organisations qui travaillent ensemble dans 99 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France - Agir ici (www.oxfamfrance.org), Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Intermón Oxfam (Espagne) (www.intermonoxfam.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz), Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une affiliation complète :

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Ucodep (Italie) www.unicodep.org

N'hésitez pas à écrire aux organisations répertoriées ci-dessus pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr Courriel : advocacy@oxfaminternational.org